

LA SÉCURITÉ NATIONALE

VANCOUVER—LA LOI SUR LES MESURES DE GUERRE ET LA RÉPRESSION DES RASSEMBLEMENTS SUBVERSIFS

[Traduction]

M. Barry Mather (Surrey): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Justice ou au solliciteur général. J'aimerais leur demander s'ils ont appris aujourd'hui que le conseil municipal de Vancouver étudie une résolution visant à supprimer tous les «rassemblements subversifs» en vertu de la loi sur les mesures de guerre, et, si oui, s'ils croient qu'une telle action est conforme aux intentions du Parlement?

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Le ministre voudra peut-être répondre à cette question. Je me demande toutefois si cette question est recevable, mais le ministre veut peut-être y répondre de toute façon.

L'hon. John N. Turner (ministre de la Justice): Monsieur l'Orateur, je n'ai pas connaissance d'une telle résolution du conseil municipal de Vancouver. J'ai eu des entretiens avec le procureur général de la Colombie-Britannique et mes hauts fonctionnaires ont discuté de l'objet de la loi sur les mesures de guerre, qui est de faire face à la crise actuelle attribuable aux activités subversives du FLQ. Je pense que tout autre usage de la loi sur les mesures de guerre hors de ce contexte pourrait avoir des conséquences désastreuses.

* * *

L'IMMIGRATION

LE CAS DES TERRORISTES ÉTRANGERS NON MEMBRES DU FLQ

M. Eldon M. Woolliams (Calgary-Nord): Monsieur l'Orateur, du fait de la mise en vigueur de la loi sur les mesures de guerre, j'aimerais demander au premier ministre si on a resserré les lois sur l'immigration en ce qui concerne les immigrants dont les objectifs semblent être les mêmes que ceux du FLQ quoique n'ayant peut-être pas de cartes d'adhésion à ce parti?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je suppose que le député pose la question en tant qu'avocat. Il n'y a eu aucun resserrement, en ce sens qu'on n'a pas élargi davantage les pouvoirs appliqués aux termes de la loi sur les mesures de guerre par l'adoption de décrets du conseil autres que ceux qui ont été publiés le premier jour à la Chambre. Si je me souviens bien, ils ne contenaient rien à propos de l'immigration et par conséquent, il n'y a eu aucun resserrement dans le sens où le demande le député.

M. Woolliams: Je pourrais peut-être poser une question complémentaire. J'en conclus donc que la loi s'applique aux Canadiens et que quiconque veut venir ici faire la même chose que le FLQ est toujours admis au pays en vertu des lois sur l'immigration?

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. A mon avis, cette question ainsi posée énonce un argument à l'appui de la première.

[L'hon. M. Pelletier.]

M. Woolliams: Avec tout le respect que je vous dois, monsieur l'Orateur, la question n'a pas été posée en guise d'argument. Je cherche à me renseigner sur ce sujet important.

* * *

RADIO-CANADA

LA DEUXIÈME PRÉSENTATION D'UNE ÉMISSION RELATIVE À L'APPLICATION DE LA LOI SUR LES MESURES DE GUERRE

M. E. B. Osler (Winnipeg-Sud): Monsieur l'Orateur, ma question a trait à Radio-Canada et j'ai essayé tout à l'heure de poser une question complémentaire. Hier soir, Radio-Canada a présenté à son émission «Weekend» un ancien débat d'une qualité et d'un goût douteux à propos de l'application de la loi sur les mesures de guerre. Le secrétaire d'État peut-il nous dire s'il a demandé ou s'il demandera à la Société de fournir des chiffres pour prouver que cette émission n'a été présentée de nouveau qu'à la suite de demandes pressantes des téléspectateurs, comme elle le prétend, donnant ainsi l'impression qu'une foule de gens tenaient à revoir cette homélie de la semaine passée?

* * *

LES POIDS ET MESURES

LA CONFUSION À PROPOS DE L'ADOPTION DU SYSTÈME MÉTRIQUE

M. James A. McGrath (Saint-Jean-Est): Monsieur l'Orateur, je voudrais demander au ministre de la Consommation et des Corporations s'il compte dissiper la confusion qui règne parmi les commerçants et dans le public au sujet du calendrier du gouvernement pour l'introduction du système métrique ainsi que la confusion semée par le dépôt d'un projet de loi à l'autre endroit?

L'hon. Ron Basford (ministre de la Consommation et des Corporations): Monsieur l'Orateur, le bill S-5 concernant les poids et mesures, vise, entre autres, à assurer uniquement que le yard et d'autres unités de longueur canadiennes soient mesurées par rapport au mètre international plutôt que par rapport à des normes anciennes, au nombre desquelles figurait à un moment donné le bras droit du roi Henri I. Il s'agit simplement d'améliorer les normes et les instruments de mesure au Canada.

* * *

AFFAIRES EXTÉRIEURES

LA PARTICIPATION DU CANADA À L'UNICEF

M. Stanley Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. A la suite des fortes pressions du Comité canadien de l'UNICEF, le gouvernement étudie-t-il avec bienveillance l'idée de porter à \$2,400,000 la participation du Canada au Fonds des Nations Unies pour l'enfance?